

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Moldavie, la guerre qui vient

L'Union soviétique s'est brisée comme un vase dont nous ramassons encore, quelque trois décennies plus tard, les débris qui jonchent l'Europe. Lorsque la Moldavie s'est affranchie de la tutelle soviétique en 1991, elle l'a fait au détriment de sa partie orientale et russophone, la Transnistrie, qui désire l'union avec la Russie. Une guerre éclate alors, qui se termine par la victoire des séparatistes de Transnistrie à l'appui desquels la 14^e armée de Russie, forte à l'origine de 6 000 hommes. L'enclave devient par la force des choses la pointe avancée des forces armées russes en Europe. À ce titre, elle est perçue par l'Otan comme une menace, et par l'Union européenne comme une rémanence archaïque de la guerre froide.

Pourtant, à l'issue d'un référendum en 2006, le peuple transnistrien proclame à nouveau son originalité en se prononçant dans son immense majorité pour l'indépendance et l'intégration progressive à la Russie. En dépit du fait que la communauté internationale refuse toujours de reconnaître les territoires sécessionnistes, pour les Transnistriens, la question est tranchée: leur langue est le russe, leur religion l'orthodoxie, et leur vocation de rejoindre la civilisation slave.

À défaut d'être reconnu, cet état de fait est tacitement accepté par Chisinau, la capitale. Il faut dire que la Moldavie demeure dépendante de la Russie pour ses fournitures énergétiques et une partie non négligeable de son commerce. À partir de 2010, cependant, la Moldavie se tourne de plus en plus vers l'Union européenne, avec laquelle elle signe en 2014 un accord d'association qui prévoit notamment la transition vers le libre-échange et l'alignement de la législation du pays sur les normes de l'UE. Désormais,

les deux tiers des exportations moldaves sont dirigées vers des pays européens, et 65 % des investissements directs étrangers en Moldavie proviennent de l'UE.

Coup de tonnerre à Moscou

Par le biais du commerce, l'Union européenne se taille une place au cœur de l'État moldave. En effet, l'accord d'association de 2014 prévoit⁽¹⁾ de faire converger les intérêts politiques et sécuritaires des deux parties et prescrit à la Moldavie une série de réformes institutionnelles qui ont eu pour effet d'y faire décliner l'influence russe. La victoire le 15 novembre 2020 de Maia Sandu au second tour de l'élection présidentielle moldave est l'aboutisse-

ment de cette orientation. Cette quadragénaire à l'apparence inoffensive, diplômée de Harvard et ancienne économiste à la Banque mondiale, est acquise au mode de vie occidental et aux automatismes technocratiques de la gouvernance européenne.

Les premiers mots de la présidente élue ont été pour la Transnistrie, où elle souhaite le départ des militaires russes et leur remplacement par des gardiens de la paix de l'OSCE. "Nous sommes un pays indépendant et nous ne tolérons plus la présence de troupes étrangères sur notre territoire", a-t-elle déclaré à l'occasion d'une conférence de presse le 30 novembre. La déclaration a fait l'effet d'un coup de ton-

nerre à Moscou, où le dossier moldave suscite beaucoup d'inquiétude, d'autant plus que Maia Sandu semble réticente à l'idée de rembourser un arriéré de paiement de 7,5 milliards de dollars à la société gazière russe Gazprom. Le Kremlin, qui a appelé au dialogue avec Chisinau, se rassure pour l'heure en se répétant que Maia Sandu, dont la présidence débutera officiellement le 24 décembre, ne possède pas encore le pouvoir de mettre ses menaces à exécution.

En effet, le Parlement moldave est dominé par le parti socialiste d'Igor Dodon, président sortant, soucieux de préserver la relation avec Moscou. Ces dernières semaines, il a fait voter plusieurs textes qui protègent

